



APRÈS LA MORT DE NAHEL, LA RÉVOLTE DES QUARTIERS  
POPULAIRES

## Pourquoi les services publics sont pris pour cible

**Médiathèques, écoles ou centres sociaux ont été pris pour cibles dans la nuit du 28 au 29 juin dans différentes villes de France. À l'éternelle question de savoir pourquoi, les sciences sociales apportent des réponses de plus en plus précises depuis les émeutes de 2005.**

Joseph Confavreux - 29 juin 2023 à 21h15

À chaque affrontement entre forces de l'ordre et jeunes des quartiers populaires, après chaque nuit de soulèvement urbain, une question revient parmi les observateurs mais aussi les habitant·es : pourquoi s'en prendre aux équipements publics qui offrent encore quelques services sur des territoires le plus souvent déshérités en la matière ?

Derrière cette interrogation se loge aussi une question plus souterraine : qu'y a-t-il dans la tête des jeunes qui affrontent la police, mettent le feu ou défoncent des vitrines ? Les sciences sociales ont largement travaillé la question, particulièrement depuis les émeutes de 2005, et montrent qu'il est impossible de voir dans ces gestes le simple nihilisme, voire le banditisme auxquels certaines voix voudraient les réduire.

Une réponse préliminaire à la question oblige à commencer par passer au tamis ce que signifient « services » ou « équipements » publics dans un contexte de révoltes et de tensions urbaines. S'en prendre à un commissariat au lendemain du meurtre d'un adolescent par un policier, ou même à une mairie qui a autorité sur une partie des forces de l'ordre, n'a pas nécessairement la même signification que s'en prendre à une école, un CCAS (centre communal d'action sociale), une salle des fêtes ou

une bibliothèque...

Un second préliminaire contraint aussi de rester prudent, au-delà même de la nature des institutions visées, sur ce qu'elles peuvent représenter, et dont la signification peut rester opaque ou confuse. Un des jeunes ayant participé aux ateliers d'écriture organisés par l'écrivain et éducateur Joseph Ponthus dans une cité de Nanterre affirmait ainsi, à propos des émeutes de 2005 : « *On a commencé par discuter de ce qu'il fallait pas brûler. Pas les voitures des gens, pas l'école, pas le centre commercial. On voulait s'attaquer à l'État.* » De manière symptomatique, alors même que la volonté de s'en prendre à l'État est affirmée, l'école, pourtant l'institution publique qui maille l'ensemble du territoire, est mise de côté...

Cela dit, et bien qu'il soit encore trop tôt pour mesurer l'ampleur du soulèvement actuel et répertorier ou cartographier précisément ce à quoi il s'attaque, il semble bien que les équipements publics soient particulièrement visés.

« Les chercheurs en sciences sociales – sociologues, politistes, anthropologues – sont d'accord pour y voir un geste éminemment politique. »

Denis Merklen, sociologue

Le seul ministère de l'éducation nationale a ainsi dénombré jeudi « *une cinquantaine de structures scolaires impactées à des degrés divers* » par les incidents survenus après la mort de Nahel, aboutissant à la fermeture d'une « *dizaine* » d'entre elles, principalement dans les académies de Versailles, de Créteil et de Lille.

Pour le sociologue Sebastian Roché, il y aurait même une distinction à faire à ce sujet entre aujourd'hui et l'automne 2005. Interrogé sur France Info jeudi 29 juin, il jugeait en effet que la révolte actuelle « *était beaucoup plus tournée vers les institutions publiques* », tandis que les émeutes de 2005 auraient en priorité visé « *beaucoup plus les voitures* », même si des attaques contre des institutions publiques – gymnases, crèches, bibliothèques – s'étaient

alors produites.

Le livre sans doute le plus précis sur le sujet a été publié aux éditions Presses de l'Enssib en 2013 par le sociologue Denis Merklen et s'intitule *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?* (lire [l'entretien](#) que Mediapart avait conduit avec lui sur le sujet à l'occasion du dixième anniversaire des émeutes de 2005). Le chercheur y montrait qu'environ 70 bibliothèques avaient été incendiées en France entre 1996 et 2013, et que 2005 ne constituait pas une scène inédite ou inaugurale.

Toutefois, soulignait Denis Merklen à propos de ces attaques commises envers les institutions publiques, « *leur interprétation a changé après les émeutes qui ont eu lieu en France cette année-là, sûrement comme conséquence de l'ampleur de la mobilisation. Auparavant, elles étaient perçues comme des actes irrationnels, nihilistes, on parlait alors de "violences urbaines" et pas encore d'émeutes. Pourquoi s'attaquer à une école maternelle ou à un gymnase ? Pourquoi les bénéficiaires détruisaient-ils ce qui leur était destiné ? Ce n'était pas compréhensible. La plupart des lectures en faisaient la manifestation d'un déficit, voire d'une absence de socialisation politique.* »

Cette interprétation « nihiliste » demeure active dans certains secteurs de la société et du champ politique. Elle est propre à une manière de regarder les marges de la ville-centre comme une zone peuplée de populations « ensauvagées », incapables de respecter le bien commun ou même de distinguer leur propre intérêt.

Le sociologue et anthropologue Jérôme Beauchez, professeur à l'université de Strasbourg, a tout récemment retracé l'histoire longue de ce regard négatif dans un livre intitulé *Les Sauvages de la civilisation. Regards sur la Zone, d'hier à aujourd'hui*, publié par les éditions Amsterdam l'an dernier.

Toutefois, même lorsque n'est pas entonné le refrain de la nécessaire remise en ordre d'un monde prétendument décivilisé à coups de renforts policiers, de couvre-feux ou d'états d'urgence, la dimension politique des attaques contre les institutions politiques demeure encore parfois déniée. Lorsque les institutions publiques visées sont des

écoles ou des centres d'action sociale, mais aussi quand ceux qui les visent n'appartiennent pas à des organisations référencées et sont en outre le plus souvent cagoulés et racisés.

À l'inverse, lorsque le mouvement poujadiste s'en était pris à des centres des impôts, lorsque des militants de la FNSEA ont attaqué *manu militari* des préfectures ou lorsque des marins-pêcheurs ont incendié le Parlement régional de Bretagne en février 1994, la dimension politique du geste a été immédiatement lue comme telle. Ce n'est donc pas la violence en elle-même qui distinguerait le bon grain politique de l'ivraie et de l'ivresse émeutières.

Pour Denis Merklen, le ciblage des institutions publiques lors d'épisodes de soulèvements urbains est bien de nature politique, et même en quelque sorte au carré. « *Aujourd'hui, affirme-t-il, les chercheurs en sciences sociales – sociologues, politistes, anthropologues – sont d'accord pour y voir au contraire un geste éminemment politique. Pourquoi cela ? Parce que les personnes vivant dans les quartiers populaires, plus que les autres, sont en contact permanent avec des institutions publiques pour résoudre les problèmes de leur vie quotidienne. S'en prendre à elles est une manière de signifier ce face-à-face. Ce n'est pas un déficit de politisation, mais un changement dans la politicité populaire – c'est-à-dire de la manière de faire de la politique par les catégories populaires – par la territorialisation des conflits sociaux.* »

Pour le sociologue, les émeutiers manifestent ainsi « *le conflit dans lequel ils sont pris quotidiennement. Aux guichets des administrations, lieu principal des interactions, les exclusions et les difficultés d'accès prennent la forme d'un mépris fortement ressenti* ».

L'anthropologue Alain Bertho, professeur émérite à l'université Paris VIII, a consacré une grande partie de son travail aux émeutes urbaines, en France et à l'étranger, pour comprendre la mondialisation de ce vocabulaire de la protestation et en repérer les formes nationales ou locales. Il en a tiré deux ouvrages, *Le Temps des émeutes*, publié chez Bayard en 2009, puis *Les Enfants du chaos*, paru à La Découverte en 2016.

Dans ces deux ouvrages, le chercheur insiste, lui aussi, pour prendre en compte la dimension politique des émeutes, précisément quand celle-ci est parfois occultée par le fait que ces soulèvements n'empruntent pas les voies de la politique institutionnelle, ni celles de la geste révolutionnaire qui vise les lieux incarnant le pouvoir en majesté, et non un gymnase ou l'antenne d'un centre de sécurité sociale.

Il y a eu un débat en 2005, nous expliquait Alain Bertho au moment du soulèvement des « gilets jaunes », « *sur la question de savoir si ces émeutes étaient un mouvement politique, proto-politique ou apolitique. La réponse que m'ont donnée ceux qui avaient alors brûlé des voitures est restée gravée dans ma tête : "Non, ce n'est pas politique, mais on voulait dire quelque chose à l'État." Comment dire de façon plus claire que la politique partisane et parlementaire, à leurs yeux, ne servait à rien pour dire quelque chose à l'État ?* ».

Dans ce même entretien, Alain Bertho insistait également sur la nécessité d'être « *attentif au répertoire d'action qu'est le langage de l'émeute* », faisant une distinction notamment entre les émeutes avec et sans pillage.

Dans ce répertoire d'action en réalité pluriel de l'émeute, parfois masqué par les images répétitives des fumées et des affrontements, les attaques visant des équipements publics tiennent une place spécifique et paradoxale.

**Une spécificité des soulèvements urbains en France est de viser les institutions publiques, en partie parce qu'il existe – ou existait – encore un espoir en leur effectivité et efficacité.**

Cependant, le paradoxe n'est sans doute pas seulement celui qui se formule d'ores et déjà à large échelle, dans des micro-trottoirs se demandant pourquoi certains jeunes attaquent des institutions censées les et leur servir, ou même dans la bouche de chercheurs, à l'instar de Sebastian Roché jugeant, toujours sur France Info, qu'on assiste en ce moment à un « *désespoir que les populations retournent contre elles-mêmes* ».

Il réside aussi dans ce que souligne Denis Merklen, à savoir que, pour les personnes vivant dans les quartiers populaires, « *les services publics sont leur seul recours pour leurs besoins les plus élémentaires, liés à l'éducation, à la santé, au transport, au logement, à l'énergie et à la culture. Quasiment tous les aspects de leur vie quotidienne sont entre les mains d'institutions publiques. C'est une situation paradoxale, car cela tient aussi à la solidité et à la pénétration de notre État social qui assure tant bien que mal des filets solides de protection* ».

Ces filets de protection sont certes moins nombreux et solides aujourd'hui qu'il y a dix ans, en raison du délitement des services publics, mais il n'en reste pas moins qu'une spécificité des soulèvements urbains en France, par rapport à d'autres pays, est de viser les institutions publiques, en partie parce qu'il existe – ou existait – encore un espoir en leur effectivité et efficacité.

C'est en tout cas ce qui ressortait de l'ouvrage codirigé par les sociologues Hugues Lagrange et Marco Oberti l'année suivant les émeutes de 2005, intitulé *Émeutes urbaines et protestations* et publié aux Presses de Sciences Po. Le livre collectif proposait notamment une comparaison entre les situations italienne et britannique en rappelant que la société française se « *caractérise par un État centralisé, de puissants services publics, une référence forte à la laïcité, une immigration ancienne liée à une histoire coloniale et à une décolonisation douloureuses* ».

Pour les directeurs de cet ouvrage, la comparaison internationale des protestations urbaines conduisait à un « *étrange paradoxe. La plus grande efficacité de la société française à lutter contre les inégalités sociales et à assurer une meilleure protection sociale produit simultanément un fort sentiment d'exclusion, surtout dans les quartiers populaires et immigrés les plus ségrégués* ».

D'autant qu'à lire Hugues Lagrange et Marco Oberti, les Français, contrairement aux Britanniques, étaient « *équipés de lunettes construites pour ne pas voir cette ségrégation ethnique* ». Une situation largement liée à une pensée de la République et une organisation territoriale de ses services publics qui, à force de vouloir être « *colour blind* », s'avèrent aveugles aux discriminations

ethnoraciales que leurs propres institutions publiques peuvent pourtant reproduire.

C'est évidemment le cas avec cette institution particulière qu'est la police, comme l'avait déjà montré le sociologue Didier Fassin dans son ouvrage *La Force de l'ordre*, qui explorait le racisme présent à l'intérieur de certaines unités de la BAC en particulier et l'éloignement croissant entre les forces de l'ordre et les habitant·es des quartiers populaires de façon plus générale.

Mais c'est aussi vrai d'institutions qui ont, au contraire, tenté de réduire la distance entre les institutions et les populations auxquelles elles s'adressent. Concernant le cas particulier des bibliothèques, Denis Merklen notait ainsi qu'elles « *ont fait un immense travail de réflexion*

*autocritique. Elles ont renouvelé leurs approches ; elles se sont ouvertes* ».

Mais, poursuivait-il, elles ne peuvent, pas plus qu'aucun service public pris isolément, « *résoudre les problèmes économiques et sociaux qui se posent dans ces quartiers* », en raison « *de la situation catastrophique du marché du travail* » qui fait que « *beaucoup d'habitants ne peuvent plus compter sur leur salaire* » et n'ont plus que les services publics – et non plus les employeurs – comme interlocuteurs de leur situation sociale. Ce qui peut amener à détruire une salle des fêtes plutôt que séquestrer un patron...

**Joseph Confavreux**